



Est-ce vraiment NOTRE dette ?

LA DETTE, LA DETTE, encore LA DETTE,
Tous les jours on nous parle de LA DETTE.
Avec une seule solution : L'AUSTERITE.

Mais de quoi s'agit-il ? Pourquoi brusquement doit-on tant de milliards d'euros ?

Les dépenses de l'Etat ont-elles tellement augmenté, alors que depuis des années des économies sont faites sur les services publics et les subventions ?

Les recettes ont-elles diminué ? Oui : certains impôts ont été réduits, des exonérations de charges sociales accordées au bénéfice des plus fortunés et des grandes entreprises.

Qui dit DETTE dit REMBOURSEMENT.

Le gouvernement affirme qu'un plan d'austérité est indispensable. Par exemple :

- diminuer les dépenses en supprimant des emplois dans la fonction publique et en reculant l'âge de la retraite ;
- accroître les recettes en augmentant les impôts, la TVA que nous payons chaque fois que nous faisons un achat.

La dette sert de prétexte pour aggraver la politique libérale imposée depuis des années.

Pourquoi devrions-nous la payer ? D'ailleurs, faut-il la payer ?

Pour apporter des réponses à ces questions le « **Collectif pour un Audit Citoyen de la dette publique** » (CAC 09) vous invite à une **réunion publique** et un **débat** organisé avec

MIREILLE BRUYERE

VENDREDI 27 JANVIER à 20h salle Jean Jaurès à la Mairie de Foix

Mireille Bruyère est enseignante en économie à l'université de Toulouse 2, membre des « **Economistes atterrés** », membre du conseil scientifique d'ATTAC et membre du Centre d'Etude et de Recherche Travail Organisation Pouvoir. Ses travaux portent sur l'emploi et le travail.

C'est à nous toutes et tous de faire échec au diktat des marchés financiers.

Pour participer et être informé(e) des différentes réunions et conférences à venir, contactez-nous : CAC.dette09@laposte.net (CGT, FSU, SOLIDAIRES ARIEGE, ATTAC, INDECOSA, avec le soutien des partis politiques Europe Ecologie les Verts, Front de Gauche, NPA).

Signez la pétition pour un audit citoyen de la dette publique ! <http://www.audit-citoyen.org/>

« Écoles, hôpitaux, hébergement d'urgence... Retraites, chômage, culture, environnement... nous vivons tous au quotidien l'austérité budgétaire et le pire est à venir. « Nous vivons au-dessus de nos moyens », telle est la rengaine que l'on nous ressasse dans les grands médias.

Maintenant « il faut rembourser la dette », nous répète-t-on matin et soir. « On n'a pas le choix, il faut rassurer les marchés financiers, sauver la bonne réputation, le triple A de la France ».

***Nous refusons ces discours culpabilisateurs.** Nous ne voulons pas assister en spectateurs à la remise en cause de tout ce qui rendait encore vivables nos sociétés, en France et en Europe. Avons-nous trop dépensé pour l'école et la santé, ou bien les cadeaux fiscaux et sociaux depuis 20 ans ont-ils asséché les budgets ? Cette dette a-t-elle été toute entière contractée dans l'intérêt général, ou bien peut-elle être considérée en partie comme illégitime ?*

Qui détient ses titres et profite de l'austérité ? Pourquoi les États sont-ils obligés de s'endetter auprès des marchés financiers et des banques, alors que celles-ci peuvent emprunter directement et pour moins cher à la Banque Centrale Européenne ?

***Nous refusons que ces questions soient évacuées ou traitées dans notre dos par les experts officiels sous influence des lobbies économiques et financiers.** Nous voulons y répondre nous-mêmes dans le cadre d'un vaste débat démocratique qui décidera de notre avenir commun.*

En fin de compte, ne sommes-nous plus que des jouets entre les mains des actionnaires, des spéculateurs et des créanciers, ou bien encore des citoyens, capables de délibérer ensemble de notre avenir ?

Nous décidons d'engager le débat et de nous mobiliser dans nos villes, nos quartiers, nos villages, nos lieux de travail, en lançant un vaste audit citoyen de la dette publique.

Nous créons au plan national et local des collectifs pour un audit citoyen, avec nos syndicats et associations, avec des experts indépendants, avec nos collègues, nos voisins et concitoyens.

Nous allons prendre en main nos affaires, pour que revive la démocratie. »

En Ariège, notre travail se structure en 4 parties :

- **Origine de la dette** : nous ne paierons pas la note de la politique libérale, à ceux qui en ont profité de la payer ;
- **La dette et ses conséquences sociales** : Non à l'austérité. La soi-disant « faillite » de la France sert de prétexte pour aggraver les attaques antisociales. Il faut associer la question de la dette avec les luttes sur les fronts de la santé, de l'emploi, de l'enseignement, des services publics, de la précarité... en lien avec les personnes concernées ;
- **La démocratie** est bafouée, les institutions financières accaparent le pouvoir à la place des peuples : l'audit est un point de départ pour une reprise du contrôle démocratique.
- **Quelles alternatives** : réforme fiscale, revenu maximum, contrôle public sur la monnaie et la finance et socialisation des banques, interdiction des paradis fiscaux, taxation des transactions, non à un nouveau traité.